



Revue de presse



Jeudi 14 Avril 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de l'Agriculture et du Développement rural, du Commerce et de la Promotion des exportations ainsi que la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier Ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane a présidé, ce mercredi 13 avril 2022, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Washington appelée à soutenir la posture de l'Algérie de "médiateur de la paix"

Les Etats-Unis d'Amérique "devraient reconnaître la valeur de la stabilité politique et économique retrouvée de l'Algérie", a souligné un analyste américain, appelant Washington à "soutenir la position algérienne privilégiée de médiateur de la paix dans les conflits" dans la région.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le Gouvernement examine les modalités d'augmentation de la marge bénéficiaire des producteurs et distributeurs de lait](#)

Le Gouvernement a examiné lors de sa réunion hebdomadaire, tenue mercredi au Palais du Gouvernement, les modalités d'augmentation de la marge bénéficiaire des producteurs et distributeurs de lait pasteurisé conditionné en sachets, indique un communiqué des services du Premier ministre.



[Marché gazier : «L'Espagne perd ses positions comme hub gazier du sud de l'Europe»](#)

L'Espagne a perdu ses positions comme hub gazier du sud de l'Europe, a souligné le journal espagnol El-Mundo, notant l'important accord gazier signé entre l'Algérie et l'Italie.

En signant un important contrat gazier avec l'Italie lundi, l'Algérie opte pour ce pays ami comme un grand allié énergétique européen au détriment de l'Espagne qui perd ses positions comme hub gazier du Sud de l'Europe, a souligné le journal.



[Mahfoud Kaoubi, expert financier :«L'inflation risque de contaminer l'investissement»](#)

L'économie bien qu'elle soit résiliente doit saisir les opportunités actuelles pour se remettre en selle, surtout que les cours du pétrole permettent encore de rattraper les retards et revenir à la réalité.



[Mahfoud Kaoubi: « L'Algérie doit rapidement ajuster sa politique monétaire »](#)

L'analyste économique, Mahfoud Kaoubi, a indiqué aujourd'hui que l'Algérie doit rapidement ajuster sa politique monétaire, et ce devant l'inflation qui a atteint au niveau mondial des taux jamais enregistrés depuis plusieurs décennies et impacte même les puissances économiques en Amérique et en Europe.



DES AGRICULTEURS ESPAGNOLS EN COLÈRE : La crise entre Alger et Madrid n'affecte pas que le marché énergétique

«Cette situation est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, puisque nous constatons que la soumission de Pedro Sanchez au Maroc a bloqué tout le marché algérien», fulmine un éleveur espagnol en s'interrogeant sur l'intérêt de la position du gouvernement qui n'a été convenue ni avec le PSOE ni avec le Parlement.

Le froid qui s'est installé dans les relations algéro-espagnoles, suite au changement de la position du gouvernement ibérique au sujet du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, n'a pas affecté que le secteur énergétique. Selon un site spécialisé dans l'information sur le marché agricole, la brouille diplomatique entre les deux Etats a également «fermé» le marché algérien aux producteurs agricoles espagnols. «En plus de l'augmentation des prix du gaz, il y a également eu des répercussions sur les expéditions d'animaux vivants de l'Espagne vers l'Algérie, notamment les bovins», rapporte Agropopular en citant un éleveur et commerçant. Ce dernier a déploré la position du gouvernement espagnol qui a conduit à «bloquer tout le marché algérien», dit-il. Plusieurs opérations de vente conclues avec des clients algériens et à destination de l'Algérie étaient en cours, rapporte le même média, avant le 21 mars dernier, mais «ils ont été informés que toutes les opérations avec l'Espagne avaient été bloquées.

Plus précisément, le problème concerne les exportations espagnoles vers l'Algérie», souligne encore la même source. Ceci, en notant que ce sont les clients eux-mêmes qui ont informé leurs partenaires espagnols que «les banques avaient bloqué le processus et constaté qu'ils ne pouvaient rien faire». Une option leur a été offerte de faire passer leur marchandise via des ports français afin de pouvoir exporter vers l'Algérie. «Peut-on faire des opérations triangulaires ? Ce n'est pas possible, car du fait de la logistique, l'opération serait plus coûteuse et à perte pour les commerçants», explique l'éleveur Jesus Ruiz au média espagnol.

«Cette situation est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, puisque nous constatons que la soumission de Pedro Sanchez au Maroc a bloqué tout le marché algérien», fulmine l'éleveur en s'interrogeant sur l'intérêt de la position du gouvernement puisqu'elle n'a été convenue ni avec le PSOE ni avec le Parlement. Notons que la presse espagnole a longuement rapporté la signature du contrat stratégique entre Alger et Rome et regrette la perte par l'Espagne de sa position de client stratégique de l'Algérie, et surtout le report de son projet de devenir un hub énergétique pour l'Europe. Commentant l'accord algéro-italien, la porte-parole du gouvernement espagnol, Isabel Rodriguez, a souligné que le partenariat avec l'Algérie demeure un «stratégique».

Elle a assuré que l'approvisionnement en gaz de l'Espagne est «garanti, car cela est le fruit d'un travail et de beaucoup d'efforts». Répondant aux questions des journalistes à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres, Mme Rodriguez a également souligné que la relation énergétique entre Alger et Madrid ne peut être comparée à celle avec l'Italie.



BANQUE MONDIALE : Ralentissement de la croissance en Afrique en 2022

La Banque mondiale prévoit un ralentissement de la croissance pour 2022 en Afrique subsaharienne, où de nombreux pays, à peine remis du choc économique dû à la Covid-19, sont confrontés aux conséquences de la guerre en Ukraine. Dans un rapport semestriel sur les perspectives macroéconomiques du continent, publié hier, l'institution prévoit «une croissance de 3,6% pour 2022, en baisse par rapport aux 4% enregistrés en 2021». «Ce ralentissement s'inscrit dans un contexte régional marqué par la persistance de nouveaux variants de la Covid-19, l'inflation globale, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et les chocs climatiques.

La montée des cours mondiaux des matières premières, qui s'est accélérée depuis le début du conflit entre la Russie et l'Ukraine, vient s'ajouter aux autres défis économiques de la région», détaille le texte du rapport, cité par l'AFP. «Principaux exportateurs mondiaux de denrées alimentaires, la Russie – qui est aussi le plus grand exportateur d'engrais au monde – et l'Ukraine représentent une part importante des importations de blé, de maïs et d'huile de graines, et celles-ci pourraient s'interrompre en cas de poursuite du conflit», précise la BM. La même source prévient que «la flambée des prix du pétrole, du gaz et des denrées alimentaires de base risque surtout d'affecter les populations les plus pauvres des zones urbaines». Selon l'institution, l'impact le plus important du conflit «pourrait être une probabilité plus élevée de troubles civils qui résulteraient d'une inflation des prix alimentaires et énergétiques dans le contexte d'une instabilité politique accrue». Alors qu'ils sont confrontés à des «marges budgétaires limitées, les décideurs doivent se tourner vers des options innovantes, comme la baisse ou la suppression temporaire des droits à l'importation sur les denrées alimentaires de base, pour venir en aide à leurs concitoyens», préconise Albert Zeufack, économiste en chef de la BM pour l'Afrique.

L'étude relève aussi que la reprise économique post-pandémie est inégale dans la région. Elle restera «lente» dans les trois plus grandes économies du continent, l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Si les deux premières citées devraient tout de même bénéficier de la hausse des cours du pétrole, l'Afrique du Sud fait toujours face à des problèmes structurels, notamment des pénuries d'électricité. «Les pays riches en ressources, en particulier dans le secteur extractif, enregistreront une meilleure performance économique du fait de la guerre en Ukraine, tandis que les pays ne disposant pas de ressources naturelles abondantes connaîtront un ralentissement», conclut la Banque mondiale.

CRISE RUSSOUKRAINIENNE

LE MONDE SE PRÉPARE À UNE GRANDE RUPTURE avec le système unipolaire qui a dominé pendant deux siècles. Les prémisses d'un nouvel ordre mondial se précise dont la crise russo-ukrainienne révèle les traits.

«Relatif impact sur l'économie nationale», selon un consultant à l'Inesg

Les Etats-Unis peinent aujourd'hui à faire prévaloir leur position face à la Russie et à la progression économique de la Chine. Une série d'incidences sur le plan politique et économique vient confirmer cette recomposition géopolitique future et révèle les contours du monde de demain. L'onde de choc sera, prévient Djoudi Bouras, consultant à l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg), «beaucoup plus important à l'avenir sur les relations économiques et politiques internationales».

D'ailleurs, souligne-t-il, «cela est déjà visible à travers l'inflation qui a touché plusieurs pays». A la question de savoir quelles sont les incidences économiques et politiques sur l'Algérie si la crise venait à durer dans le temps, il dira : «Cela sera catastrophique pour le monde d'une manière générale.» L'ancien expert du Cnes évoque, dans ce sillage, «la possibilité de voir la famine se propager dans beaucoup de pays». Selon lui, «le problème de la sécurité alimentaire se posera avec acuité, puisque ceux qui avaient faim auront plus faim et ceux qui n'avaient pas faim seront appelés à craindre la faim». Il n'est donc pas étonnant, pour lui, «de voir certains pays faire des rétentions sur l'exportation de leurs produits locaux».

C'est le cas de l'Algérie où, sur proposition conjointe des ministres de l'Agriculture et du Commerce, le président de la République avait ordonné l'interdiction de l'exportation de tous les produits de consommation importés, dont le sucre, les pâtes, l'huile, la semoule et tous les dérivés du blé. Le chef de l'Etat a même chargé le ministre de la Justice de préparer un projet de loi criminalisant l'exportation des denrées qui ne sont pas produites localement.

Pour Bouras, «l'Algérie a, à travers cette décision, montré qu'elle avait pris ses dispositions contre tout risque de pénurie». Il reste à savoir si des mesures de rétorsion seront prises par les autres pays à l'égard de l'Algérie qui a, à maintes reprises, réaffirmé son attachement aux valeurs et principes de la Charte des Nations unies, notamment l'égalité souveraine de tous les Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. «Nous ne sommes pas dans ce cas de figure et puis nous n'avons pas à craindre ce type de mesures, puisque l'Algérie a acquis son indépendance et demeure un pays souverain», affirme notre interlocuteur pour qui «les leviers de pressions habituellement utilisés pour contraindre les Etats à s'aligner sur leur politique restent la sécurité alimentaire». D'après lui, «la Russie a certes des problèmes depuis l'embargo décidé par l'Union européenne, mais elle demeure une force dans l'échiquier mondial et pourrait se tourner vers ses amis traditionnels, dont l'Iran et la Turquie, pour contourner les sanctions des Occidentaux».

SOLUTIONS

Cela suppose, fait-il remarquer, que «nous aurons toujours des amis de rechange qui peuvent nous libérer des éventuelles mesures de distorsions décidées suite à nos positions politiques». Il dit, par ailleurs, «ne pas croire à un impact grave sur notre économie. Nous avons une ligne de souveraineté qui s'inscrit dans le droit des Etats à adopter des politiques qui leur conviennent». Et puis, ajoute-t-il, «on ne peut pas prendre position contre la Russie pour la simple raison que les Occidentaux ont décidé de l'exclure de la communauté internationale». Il affirme que «le lobby occidental n'arrive toujours pas à admettre que la guerre soit aux portes de l'Europe et que la Russie puisse se rebeller et menacer l'ordre économique mondial», soulignant qu'«il ne faut pas voir la crise russo-ukrainienne comme un conflit local ou régional. Mais plutôt comme une refondation d'un nouvel ordre économique mondial, probablement beaucoup plus juste et qui permettrait à certains pays de ne plus être exploités et asservis».

S'agissant de la place que l'Algérie pourrait ou devrait occuper dans le monde demain, il affirme que «nous avons certes un poids relatif, mais nous avons toujours la place que nous voulons avoir, d'autant plus que l'Algérie a toujours respecté l'ordre économique mondial».



[Mahfoud Kaoub : «L'Algérie doit réajuster sa politique monétaire»](#)

Face à l'inflation galopante à laquelle fait face l'Algérie, à l'instar de plusieurs pays du monde, y compris les grandes économies qui connaissent une accélération de l'inflation non enregistrée depuis quatre décennies, le pays doit impérativement réajuster sa politique monétaire. C'est ce qu'a préconisé l'analyste économique Mahfoud Kaoubi, qui a indiqué que nous enregistrons actuellement un taux d'inflation à deux chiffres.



[Selon le président de «North Africa Risk Consulting»: « Washington doit privilégier la médiation de l'Algérie »](#)

Professeur des sciences politiques, Geoff Porter, a appelé, dans une analyse publiée, récemment, Washington à «soutenir la position algérienne privilégiée de médiateur de la paix dans les conflits» dans la région. La stabilité politique et économique de l'Algérie est un atout qui va permettre au pays de jouer pleinement son rôle dans le plan régional et même mondial. Il ne s'agit pas là d'une autosatisfaction personnelle mais d'une étude faite par un analyste américain.

Dinar algérien : taux de change les principales devises ce 13 avril

Ces derniers mois, l'économie mondiale a connu les bouleversements. En Algérie la monnaie nationale est déjà en souffrance depuis quelques années, mais cela s'est accentuée et s'est accélérée avec le COVID, la crise économique mondiale, puis avec le conflit entre le Russie et l'Ukraine. depuis le réouverture partielle les frontières le dinar algérien ne fait plus le poids devant les principales devises, que ce soit de coté de le banque d'Algérie ou de coté de marché parallèle. Comment la situation de dinar algérien va-t-elle évoluer avec l'augmentation de nombre de vols mais aussi avec l'ouverture vers la Omra et le Hajj ?



تعليمات باستخدام التغطية من الخزينة العمومية: دفع رواتب مستخدمي التربية لشهري أفريل وماي قبل العيد

قررت وزارة المالية تمديد آجال إعداد "المصفوفات الأولية" لقطاع التربية الوطنية، إلى غاية شهر جوان المقبل، إذ سيتم استخدام آلية "الدفع على المكشوف"، لتسديد رواتب المستخدمين لشهري أفريل وماي عن طريق التغطية المالية من الخزينة العمومية، دون انتظار ميزانية القطاع، وذلك لأجل تفادي تعطيل مختلف العمليات المالية والمحاسبية، وضمانا لحصول العمال والموظفين على مستحقاتهم المالية في وقتها.



بعد رفض مقترح الاقتطاع من المنبع: المحامون طارئ لاتخاذ موقف من النظام الضريبي

دعا مجلس الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين أعضاءه للاجتماع هذا الخميس، من أجل مناقشة مشروع الاتحاد المتعلق باقتطاع الضريبة من المنبع المودع لدى المديرية العامة لإدارة الضرائب، لاتخاذ موقف إزاء التطورات الحاصلة في الملف.

تراجع سعر الأورو في الجزائر: تراجع سعر الأورو اليوم في الجزائر خلال مستهل تعاملات الأربعاء، لدى بنك الجزائر المركزي ليسجل نحو 155.79 دينار للشراء، و155.83 دينار للبيع.

وهذا مقابل 156.17 دينار للشراء، و156.24 دينار للبيع في ختام تداولات أمس الثلاثاء.

كما تراجع سعر اليورو اليوم في الجزائر لدى السوق الموازية غير الرسمية (السوداء) ليسجل نحو 195.07 دينار للشراء، و197.24 دينار للبيع، مقابل 195.49 دينار للشراء، و197.66 دينار للبيع أمس.

بوابة افريقيا الاخبارية

الجزائر: اجتماع طارئ لمجلس المحامين لاتخاذ موقف من النظام الضريبي

دعا مجلس الاتحاد الجزائري لمنظمات المحامين، أعضائه للاجتماع يوم غد الخميس، من أجل مناقشة مشروع الاتحاد المتعلق باقتطاع الضريبة من المنبع المودع لدى المديرية العامة لإدارة الضرائب، لاتخاذ موقف إزاء التطورات الحاصلة في الملف.

Nouveaux contrats et hausse des prix de vente de son gaz à l'étranger

L'Algérie se met à l'abri !

L'Algérie aura désormais de quoi renflouer ses caisses grâce à la hausse des cours du pétrole et du gaz sur le marché mondial qui traverse la pire crise énergétique depuis 1973, liée directement à la guerre arabo-israélienne.

Cette dernière a mené à l'émergence de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) qui a décidé, à l'époque en réaction à la guerre de Kippour, d'augmenter les prix du pétrole et de réduire leur production.

Ce qui a bouleversé l'économie mondiale. Les analystes et même les gouvernements européens qui étaient à l'époque moins dépendants des énergies fossiles ont peur de revivre le même choc pétrolier avec la guerre en Ukraine qui s'installe dans la durée. Cette fois-ci le choc pétrolier pourrait profiter aux pays producteurs, à l'instar de l'Algérie dont plus de 96% de ses recettes proviennent des exportations de pétrole.

Pour s'émanciper du gaz russe qui couvre 45% de leurs besoins, les pays européens cherchent à le remplacer par le gaz algérien, libyen et nigérian. Aucun retour n'a été donné jusqu'à lors par ces pays. Très vigilants. Ils prétendent être dans l'incapacité de fournir plus de gaz au Vieux Continent qui cherche désespérément à s'affranchir du gaz russe. C'est l'excuse avancée par la majeure partie des pays membres de l'Opep, indifférents aux appels récurrents des pays de l'UE d'augmenter leur production pour calmer la hausse des prix du pétrole. Ils ont affiché une unité historique. Ils refusent de mettre en péril leurs intérêts pour sauver ceux des Occidentaux qui discutent d'un sixième paquet de sanctions contre la Russie, visant cette fois l'interdiction des importations du gaz et pétrole russes. Cette décision pourrait avoir des conséquences



■ Pour l'instant, l'Algérie n'a répondu qu'à l'appel de l'Italie pour combler le vide des importations russes, réaffirmant son engagement à honorer les contrats signés avec ses partenaires. (Photo : DR)

désastreuses sur l'économie mondiale, a averti, une nouvelle fois, le secrétaire général de l'Opep, Mohamed Barkindo, avant-hier. Selon lui, un embargo sur le gaz russe ne fera qu'accélérer l'effondrement des indicateurs économiques des pays ultra-dépendants de cette ressource. L'Italie et l'Allemagne en première ligne. L'Italie a réussi à convaincre l'Algérie d'augmenter ses approvisionnements en gaz afin de reconstituer ses réserves de gaz et assurer sa sécurité énergétique. En contrepartie, l'Algérie devrait bénéficier de la flambée des prix de l'énergie dans les pays européens afin d'augmenter les prix de ses livraisons de gaz pour renflouer ses caisses.

Pour l'instant, l'Algérie n'a répondu qu'à l'appel de l'Italie pour combler le vide des importations russes, réaffirmant son engagement à honorer les contrats signés avec ses partenaires. Le pays n'a signé aucun autre accord de fourniture de gaz à

d'autres pays membres de l'UE, tentant ainsi de calibrer ses positions en fonction des intérêts et besoins du marché intérieur et de ses politiques de relance économique. L'Etat concentre ses efforts sur le redressement des finances du pays grâce à la hausse des cours du gaz (430 dollars m³) et du pétrole (plus de 120 dollars le baril). La hausse record de ces matières premières, indispensables, pour les pays industrialisés remplira les coffres du pays et permettra à l'économie de souffler un peu après plusieurs années d'asphyxie financière.

De son côté, la Tunisie pourra tirer profit de la hausse des livraisons de gaz algérien vers l'Italie. Dans une déclaration reprise par plusieurs médias étrangers au mois de février passé, le ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie tunisienne, Neila Noura Gongi, a indiqué «la redevance perçue par la Tunisie sur le passage sur son territoire du gaz naturel algérien vers l'Italie va rapporter, d'après les projections

de 2022, environ 500 millions de dinars (MDT)». De quoi renflouer les caisses du pays, vides depuis plusieurs mois. Paradoxalement, la guerre en Ukraine profite à plusieurs pays et entreprises, notamment, du secteur énergétique. La crise pétro-gazière risque de se prolonger encore des semaines ou même des mois. Tout comme l'inflation.

La flambée des prix risque aussi de s'accroître à cause du conflit en Ukraine, mais aussi de la position inchangée des pays membres de l'Opep qui refusent de revoir leur stratégie de production. Pour le cartel et même les experts, la libération prévue de 240 millions de barils par les pays membres de l'AIE ne contribuera pas à résoudre le déséquilibre entre l'offre et la demande. Les prix du pétrole risquent de grimper davantage si les pays de l'Opep ne bougent pas. L'inaction des pays producteurs membres de l'Opep en 1973 avait propulsé les prix de plus de 370%.

Samira Takharboucht

BADEA

Augmentation du capital de 376% et l'introduction de capital exigible dans sa structure

Par résolution du Conseil des gouverneurs en date du 7 avril 2022, BADEA a annoncé une augmentation de son capital autorisé de 376 %, passant de 4,2 milliards USD à 20 milliards USD. Cette augmentation historique du capital a été adoptée à l'unanimité par l'ensemble des actionnaires souverains de la banque – membres de la Ligue des États arabes. La nouvelle structure du capital sera constituée un capital autorisé total de 20 milliards USD, dont 10 milliards USD sont souscrits et 5 milliards USD versés. Cette augmentation place la base de fonds propres et la structure globale du capital de la banque au même niveau que d'autres banques multilatérales de développement très bien no-

tées. La banque est notée Aa2 avec des perspectives positives par Moody's Investors Service et c'est la première fois que le capital exigible est introduit dans sa structure de capital depuis sa création il y a 48 ans. « La banque est un catalyseur important de la coopération arabo-africaine en finançant des projets de développement prioritaires, en facilitant le commerce et en fournissant une assistance technique. Nous restons déterminés à répondre à tous ses besoins en capital, afin qu'elle puisse continuer à atteindre les nobles objectifs pour lesquels elle a été créée », a déclaré S.E. Dr. Fahad Abdullah Aldossari, Président du Conseil d'administration. S.E. Dr. Sidi Ould Tah, Directeur général, a

NR5
déclaré : « Au cours des 48 années qui se sont écoulées depuis sa création, la BADEA a financé plus de 730 projets et fourni plus de 890 subventions d'assistance technique dans 44 pays d'Afrique subsaharienne qui ont souvent du mal à attirer des financements compétitifs. Tout cela a été réalisé en utilisant uniquement des fonds propres, et la banque n'a jamais eu besoin d'emprunter sur les marchés – grâce à ce soutien exceptionnel de nos actionnaires.

L'augmentation du capital d'aujourd'hui est un témoignage clair de cet héritage continu de soutien inébranlable des actionnaires par le biais d'injections de capital en espèces ainsi que de capital exigible ».

RUÉE VERS LA MONNAIE ÉTRANGÈRE

Le marché de Port-Saïd s'anime

La monnaie étrangère s'envole. Telle est la situation qui prévaut actuellement au marché parallèle de Port-Saïd d'Alger. La remontée spectaculaire des devises s'est fait ressentir ces derniers jours en raison de la réouverture des programmes Omra et Hadj 2022, suspendus durant deux années. Les cambistes prévoient la poursuite de cette remontée dans les jours à venir.

Abdelhalim Benyellès- Alger (Le Soir) - Le taux de change à la vente de la monnaie européenne a grimpé, hier mercredi sur la place mythique de Port-Saïd, plaque tournante du change en noir, de 214 DA pour 1 euro, le dollar américain à 195 DA, le Rial Saoudien a atteint 49 dinars tandis que la monnaie britannique, la livre sterling, est proposée à 260 DA. Selon les dires des cambistes, et ils étaient nombreux

hier à activer à proximité de la place des Martyrs, «c'est maintenant que la devise reprend l'envolée attendue depuis fort longtemps».

Ahmed, un ancien de la place, est catégorique pour assurer que «le moment des bonnes affaires arrive», après la longue traversée du désert qui a privé tous les cambistes de leur gagne-pain en raison des restrictions imposées par les

effets de la pandémie de Covid-19. Tous les cambistes questionnés, hier, prévoient la poursuite de cette remontée remarquable et une cadence haussière qui va durer jusque après l'Aïd el Fitr.

Hier, pour une journée très pluvieuse, la place de Port-Saïd était particulièrement animée comparativement aux jours précédents.

«La devise est disponible la matinée, mais en fin de journée, elle se fait de plus en plus rare», révèle un jeune cambiste, qui n'a pas besoin d'accoster les automobilistes au passage pour proposer la monnaie étrangère, lasses de billets à la main.

Et de ce fait, c'est sous les arcades, jouxtant la place du change, que les affaires se

concluent entre les cambistes et les clients. Cette clientèle est composée dans sa majorité de personnes inscrites au niveau des agences de voyages prêtes à effectuer le voyage vers les lieux saints. Mustapha, un sexagénaire, venu de Boumerdès, avoue préparer son voyage à destination d'Alger depuis les premières heures du matin.

«On m'a conseillé d'arriver en début de matinée à la place pour être sûr d'acquiescer la devise», dit-il. Et pour la majorité des clients, la demande est de l'ordre de 500 dollars.

C'est la raison pour laquelle de grosses quantités de devises sont écoulées en une journée, explique un cambiste.

A. B.

"الخبر" أشارت إلى تأخرها بسبب التماطل على مستوى بعض الإدارات وزارة المالية ترخص بدفع رواتب أبريل وماي على المكشوف

استجابت وزارة المالية لطلبات العديد من الموظفين الذين تأخر تسديد أجورهم الشهري بسبب تماطل إداراتهم في المصادقة على الميزانية وإعداد المصفوفات السنوية، بإقرارها تسديد أجري أبريل وماي على المكشوف لتزامن الفترة مع شهر رمضان وعيد الفطر.

ب. وسيم



سيسمح هذا التمديد بتكثيف جميع الموظفين من أجورهم الشهرية في مواعيدها

● رخصت وزارة المالية لمصالح الخزينة بتسديد راتبى أبريل وماي لموظفي الإدارات والمؤسسات العمومية على المكشوف وتأجيل إعداد المصفوفات الأولية بعنوان سنة 2022 بصفة استثنائية إلى غاية الفاتح جوان المقبل. وأشارت المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة التابعتان لوزارة المالية من خلال مقرر مؤرخ في 12 أبريل الجاري، إلى تمديد أجل إعداد المصفوفات الأولية للإدارات والمؤسسات العمومية بعنوان السنة المالية 2022، بمقتضى الإرسال رقم 2084 المؤرخ في 12 أبريل 2022 الصادر عن وزير المالية بعد موافقته، حيث يكون إعداد المصفوفات الأولية إلزاميا بصفة استثنائية للإدارات والمؤسسات العمومية بتاريخ أقصاه الفاتح جوان القادم.

وكلفت وزارة المالية الأمرين بالصرف والمراقبين الماليين والمحاسبين العموميين بالسهل على التنفيذ الصارم لمحتوى المقرر لتسديد أجرتي مارس وأفريل على المكشوف، الأمر الذي جعل أمس مصالح الخزينة العمومية في سباق مع الزمن لتسديد أجور موظفي عدة إدارات. وكانت ذات المديريتين قد رخصتا وفق مقرر بتاريخ 10 أبريل الجاري بتمديد أجل إعداد المصفوفات الأولية لقطاع التربية الوطنية إلزاميا وبصفة استثنائية لهذا القطاع بتاريخ أقصاه الفاتح جوان المقبل، قبل تمديد هذا الاستثناء إلى مختلف الإدارات

والمؤسسات العمومية. يذكر أن "الخبر" تطرقت يوم الأحد الفارط 11 أبريل إلى تأخر بعض الإدارات في تسديد أجر أبريل الجاري الذي تزامن مع شهر رمضان الفضيل، بسبب تماطلها في إعداد المصفوفات السنوية وتسوية الفترة التكميلية التي يتم فيها تسديد رواتب أشهر جانفي وفبروري ومارس على المكشوف، مما أجل استفادة موظفيها من أجورهم الشهرية عن موعدها الشهري، واختلاف هذه الإدارات من ولاية إلى أخرى حسب استكمال مسيرتها عملية المصادقة على الميزانية من طرف السلطات بعد تدقيقها على مستوى مصالح الرقابة المالية، وكذا إعداد

والمؤسسات العمومية. يذكر أن "الخبر" تطرقت يوم الأحد الفارط 11 أبريل إلى تأخر بعض الإدارات في تسديد أجر أبريل الجاري الذي تزامن مع شهر رمضان الفضيل، بسبب تماطلها في إعداد المصفوفات السنوية وتسوية الفترة التكميلية التي يتم فيها تسديد رواتب أشهر جانفي وفبروري ومارس على المكشوف، مما أجل استفادة موظفيها من أجورهم الشهرية عن موعدها الشهري، واختلاف هذه الإدارات من ولاية إلى أخرى حسب استكمال مسيرتها عملية المصادقة على الميزانية من طرف السلطات بعد تدقيقها على مستوى مصالح الرقابة المالية، وكذا إعداد

ب. و

البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا الإعلان عن زيادة رأس المال بنسبة 376 بالمائة

أمريكي، منها 10 مليار دولار أمريكي مكنتب بها و5 مليار دولار أمريكي مدهوعة. وتضع هذه الزيادة قاعدة رأس مال البنك وهيكل رأس المال العام على قدم المساواة مع بنوك التنمية متعددة الأطراف الأخرى ذات التصنيف العالي. وقد حصل البنك على تصنيف 2 أ مع نظرة مستقبلية إيجابية من قبل مصالحي الاستثمار لموديز، وهذه هي المرة الأولى التي يتم فيها إدخال رأس المال القابل للاستدعاء في هيكل رأس المال منذ إنشائه قبل 48 عامًا. ويتمتع بعضوية المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا جميع الدول الأعضاء في جامعة الدول العربية تقريبا التي تملك بالتالي نسبة من الأصوات داخل أجهزة المصرف؛ كونه يعتمد الأسس ذاتها المستقرة لدى معظم المؤسسات المالية الدولية، كصندوق النقد الدولي والبنك الدولي للإنشاء والتعمير التي تمنح الدول الأعضاء عددا من الأصوات يتماثل مع مدى مساهمتهم في رأس مال المؤسسة. وأكد الدكتور سيدي ولد طه، المدير العام للبنك، أنه "على مدار 48 عامًا منذ إنشائه مؤل المصرف أكثر من 730 مشروعًا وقدم أكثر من 890 منحة مساعدة تقنية في 44 دولة في إفريقيا جنوب الصحراء، وتم تحقيق كل هذا باستخدام الأسهم فقط، ولم يكن البنك بحاجة إلى الاقتراض في الأسواق"، مضيفًا أن "زيادة رأس المال دليل واضح على هذا الإرث المستمر من الدعم الثابت للمساهمين، من خلال ضخ رأس المال النقدي، بالإضافة إلى رأس المال القابل للاستدعاء".
حفيظ صواليلي

● أعلن البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا (باديا)، عن زيادة رأس المال بنسبة 376% وإدخال رأس المال القابل للاستدعاء في هيكله. وقد تأسس البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا بمقتضى قرار من مؤتمر القمة العربي السادس المنعقد بالجزائر (28 نوفمبر 1973)، وبدأ عملياته في مارس 1975 واتخذ من الخرطوم، عاصمة جمهورية السودان، مقراً له. ويعد البنك مؤسسة مالية تمولها حكومات الدول الأعضاء بجامعة الدول العربية الموقعة على اتفاقية إنشائه في 18 فيفري 1974. وهو مؤسسة دولية مستقلة، يتمتع بالشخصية القانونية الدولية الكاملة، وبالاستقلال التام في المجالين الإداري والمالي ويخضع لأحكام اتفاقية إنشائه ولمبادئ القانون الدولي. ويعد إنشاء المصرف استجابة لهدف دعم التعاون الاقتصادي والمالي والفني بين المنطقتين العربية والأفريقية وتجسيدها للتضامن العربي الأفريقي وترسيخها لمشروع التعاون. وأشار بيان صادر عن البنك، أنه بموجب قرار مجلس المحافظين بتاريخ 7 أبريل 2022، أعلن المصرف عن زيادة رأس ماله المصرح به بنسبة 376% من 4.2 مليار دولار أمريكي إلى 20 مليار دولار أمريكي. وقد تم تبني هذه الزيادة التاريخية في رأس المال بالإجماع من قبل جميع المساهمين السياديين في البنك أعضاء جامعة الدول العربية. وسيتألف هيكل رأس المال الجديد من إجمالي رأس المال المصرح به 20 مليار دولار



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](#) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger